

Les champs de l'éducation : gr

Où va le monde et que peuvent les hommes, individuellement et collectivement ? Ecoles, éducation populaire, éducation à l'environnement, à la santé, au développement... comment « l'éducation » se situe-t-elle face aux bouleversements actuels ? Quels leviers d'action sur l'individu, le groupe, la société ? On voudrait du changement, mais pour quelle société et défini par qui ? Quelle posture éducative adopter ? Dans une société individualiste, quelles méthodes sont efficaces pour travailler sur le collectif et produire démocratiquement un véritable changement social ?

C'est pour répondre à ces questions que se sont succédés conférences et échanges de pratiques, le 1^{er} février à Bruxelles, lors d'un colloque initié et coordonné par le Réseau IDée (qui réalise par ailleurs SYMBIOSES), et construit collectivement avec 7 organisations partenaires : Bruxelles Laïque, l'Institut d'Eco-Pédagogie, ITECO, Question Santé, Quinoa, la Maison du Développement Durable, Rencontres des Continents. Différents partenaires pour différents champs éducatifs. Car c'était bien l'une des ambitions de cette journée, qui a rassemblé près de 200 participants : faire se rencontrer différents champs de l'éducation, croiser les regards, les pratiques, les réflexions, afin de dégager ensemble des clés d'analyse (« où en sommes-nous ? »), des outils méthodologiques (« éduquer comment ? »), des orientations socio-éducatives (« quels publics et pourquoi ? »), sur les questions du changement collectif, social, sociétal.

Nous avons dû boucler les pages de SYMBIOSES avant cette belle journée d'échange. Néanmoins, voici quelques réflexions de conférenciers et partenaires, qui ont émaillé le colloque et sa construction.

Ces extraits sont tirés d'articles et interviews téléchargeables dans leur intégralité sur www.reseau-idee.be/colloque-changement-social Vous y retrouverez prochainement l'ensemble des actes du colloque.

Education populaire

« Ce que nous voulons contribuer à susciter au sein de nos groupes locaux, c'est la prise de conscience que les événements de la vie, les épreuves vécues, ne sont pas des expériences purement individuelles, déterminées par nos seuls actes et choix, mais qu'elles sont collectives : elles résultent du système dans lequel nous vivons. **Comprendre dans quel jeu on joue à partir des échanges d'expériences individuelles, construire une analyse commune des causes, des conséquences et des facteurs de changement, s'en servir pour agir et interpeller**, c'est l'ambition que nous portons.

Au début des années 2000, les militants du mouvement des Equipes Populaires ont ainsi proposé de s'attaquer à une analyse de la société de consommation. Première étape de la démarche : rassembler les constats et en tirer des clés, des lignes de force. Ce qui ressort fortement de cette première étape c'est **le sentiment d'une violence terrible engendrée par un système économique qui, tout à la fois, exclut une partie de la population du droit à satisfaire ses besoins et pousse à une consommation tous azimuts**. Celle-ci ne sert plus seulement à répondre au nécessaire, à un degré de confort. Elle devient le moyen par lequel les individus doivent affirmer leur identité ("j'ai ceci que personne n'a"), leur niveau de réussite ("maintenant je peux m'offrir ce modèle de voiture"), leurs sentiments ("voilà ton cadeau pour la St Valentin, Noël, la fête des pères..."), l'assurance qu'ils font bien partie d'un groupe, d'une communauté ("maman, tout le monde à l'école a un gsm maintenant !"). »

Christine Steinbach, Présidente des Equipes Populaires, interviewée dans l'*Infor'IDée* (bulletin des membres du Réseau IDée) n°2/2011

Education relative à l'environnement

« L'ErE permet de proposer une expérience éducative qui **construit notre identité écologique**. Qui sommes-nous dans ce milieu de vie partagé ? Que voulons-nous ? Que pouvons-nous faire ensemble ? C'est ce qu'apporte l'ErE. Elle est d'autant plus riche quand elle s'inscrit dans une dynamique d'expression critique et une perspective politique, quand elle **permet aux gens de s'approprier un pouvoir-faire et un vouloir-faire collectifs pour transformer les réalités**, résoudre les problèmes, construire et reconstruire un monde qui ressemble à leurs aspirations et répond à leur système de valeurs. C'est important de reconnaître que l'ErE doit contribuer à l'émergence d'une écocitoyenneté capable de prendre part aux décisions et aux choix collectifs. »

Lucie Sauvé, chaire de recherche en éducation à l'environnement à l'université du Québec à Montréal, interviewée dans SYMBIOSES n°83



Graines de changement social ?

Promotion de la santé

« Notre projet en éducation permanente, intitulé "Questions de société, questions de santé", interroge les sujets de santé en termes collectifs, de société, et ne se centre pas sur les comportements individuels. **Qu'est-ce qui, dans notre société actuelle, détermine certains aspects de santé ?** Par exemple, concernant le tabagisme, on vise beaucoup les comportements individuels : "Il faut arrêter de fumer". Mais on peut aussi s'interroger sur ce qui fait que, dans nos sociétés, par l'interdiction de fumer, on arrive progressivement à l'exclusion des fumeurs. Quelles sont les conséquences de cette exclusion sociale ? Et si, par contre, nous interrogeons le pourquoi du tabagisme au niveau individuel et collectif ? On peut retrouver le même processus pour d'autres thématiques santé : la promotion ou l'obligation d'adopter des comportements sains, suivant des normes définies par une catégorie socio-culturelle particulière. Ne pas être gros, ne pas fumer, cela devient une nouvelle "religion". Mais est-elle souhaitée par tous, voire accessible à tous ? Ces normes, ce modèle, ne tiennent pas suffisamment compte des déterminants spécifiques à d'autres catégories sociales. Ni d'une approche globale de la santé, qui est une recherche d'équilibre, de bien-être psychique, physique et social. Dans nos outils, avec les publics que nous rencontrons, **nous interrogeons ces modèles et analysons ensemble les déterminants de la santé, notamment socioéconomiques, culturels, environnementaux, biomédicaux, etc.** »

Bernadette Taemans, de Question Santé, interviewée dans l'*Infor'IDée* n°3/2011

(ErE)

« L'ErE, en Amérique latine notamment, s'inspire beaucoup plus de la logique de Paulo Freire et de **ces mouvements d'actions sociales sur le terrain**, elle prend davantage la forme d'éducation populaire, informelle, et investit moins les écoles, elle combat aux côtés des peuples opprimés, défend les indigènes menacés par les exploitations pétrolières, lutte contre les OGM...

C'est beaucoup moins le cas ici, où nous sommes plus **dans le luxe de la réflexion intellectuelle, dans le changement de comportement individuel, que dans l'action sociale et politique**. En Belgique, on s'est peut-être davantage réfugié dans les écoles et le parascolaire. »

Christine Partoune, présidente de l'Institut d'Eco-pédagogie, interviewée dans l'*Infor'IDée* n°2/2007

Education au développement

« Pour transformer la société, nous envisageons trois niveaux de changement :

- **repenser autrement** : repenser notre relation au monde, aux choses et aux gens, se rendre capables de réfléchir en dehors du modèle dominant.

- **interagir autrement** : sortir des relations instrumentalisées et marchandisées que l'on a avec la nature, les choses et, dans une certaine mesure, avec les personnes ou groupes de personnes, en vue d'initier une société conviviale et créative ;

- **et agir autrement** : consommer moins et de façon plus respectueuse socialement et environnementalement, et réinvestir l'espace public en s'impliquant collectivement. Chaque acte qu'on pose ou qu'on ne pose pas est un acte politique, car il a une implication sur le système dans lequel on vit.

En éducation au développement, **on part de la lecture des gens, de leurs ressentis, pour construire ensemble des savoirs**. On n'est pas là pour dire ce qui est juste et injuste et comment se positionner. Mais pour mobiliser les gens, il y a un moment où il faut s'assurer qu'on va bien jusqu'à identifier une source d'indignation et de motivation pour s'engager. Il faut donc s'assurer que le public va faire ce pas supplémentaire pour politiser sa réflexion, passer du statut de "convaincus" à celui "d'engagé". C'est un processus éducatif difficile, où **met-on la limite entre accompagner un processus permettant aux individus de créer leur propre lecture de la réalité et susciter une envie et capacité de changement ? Nous continuons à nous poser la question. L'éducation au développement est un acte politique, dans le sens "acte critique orienté vers la mobilisation et l'engagement collectif pour le changement"**. Mais comment s'assurer que les publics, qui auraient construit une lecture critique du monde dans lequel ils vivent, qui percevraient que le monde fonctionne en système, que ce système est inégalitaire et qu'il faut donc le changer, vont se mobiliser ? Jusqu'où va-t-on, dans un contexte d'apathie politique et citoyenne, pour réussir à réellement mobiliser les gens par rapport à ces injustices ? La question reste ouverte... »

Séverine de Laveleye, coordinatrice de l'ONG Quinoa, interviewée dans l'*Infor'IDée* N°4/2011

Education à la citoyenneté

« Dans nos quelques analyses, il émerge que les solutions sont très rarement individuelles, si ce n'est des solutions de survie ou à court terme, qui sont évidemment tout à fait légitimes. En même temps, pour que le collectif se passe, ça dépendra toujours de l'action concertée de plusieurs individus. La question est donc aussi **"Comment est-ce qu'individuellement on s'inscrit dans quelque chose de collectif ?"** »

Thomas Lambrechts, de la cellule sociopolitique de Bruxelles Laïque, interviewé dans l'*Infor'IDée* n°4/2011

Ce que vous devez savoir...

Que doit savoir un éducateur-formateur-animateur (un EFA !) qui souhaite promouvoir, avec un public quelconque, une action collective visant à rendre la société occidentale actuelle plus juste, plus solidaire, plus démocratique et plus respectueuse de son environnement ? Que doit-il savoir pour ne pas perdre son temps, pour ne pas prêcher dans le désert, pour ne pas gaspiller en vain son énergie, bref, pour que son action soit efficace et efficiente ?

L' EFA doit savoir qu'il a affaire à des individus qui, sous l'influence de la culture régnante, ici et aujourd'hui, estiment tous (les uns plus, les autres moins), avoir le droit d'avoir un projet (« deviens toi-même »), personnel (« choisis ta vie »), intéressant (« cherche la passion et le plaisir ») et cependant réaliste (« prends garde à toi »). Ces droits sont reconnus à tous comme légitimes par le modèle culturel régnant - celui de l'Individu-Sujet-Acteur-Libre (ISAL) : chaque individu se croit en droit, mais, en même temps, ces droits sont aussi des devoirs, des injonctions culturelles d'un nouveau « dieu », des commandements du « Grand ISAL », auxquels tous sont appelés à se conformer. On peut donc considérer que ces droits définissent les enjeux des luttes sociales d'aujourd'hui : les « hyperbiens » qui sont susceptibles de mobiliser les gens dans des mouvements sociaux.

Pas de mode d'emploi

L'EFA doit savoir aussi que, non seulement, la culture actuelle - contrairement à d'autres qui étaient très claires sur cette question ! - ne dit pas aux individus comment ils doivent s'y prendre pour se conformer à ces injonctions, mais que la société ne leur donne pas non plus un accès égalitaire aux ressources (revenus, éducation, santé, informations, alimentation...) dont ils auraient besoin pour y parvenir. Il y a là une énorme contradiction : d'une part une culture qui nous appelle tous à réaliser les droits cités ci-dessus, mais, d'autre part, une société qui ne donne le « mode d'emploi » à personne et n'en donne que très inégalement les moyens.

Théorie de l'action collective

Les EFA qui souhaitent éduquer à l'action collective doivent savoir que, si l'on en croit les sociologues et les historiens qui ont analysé des actions collectives concrètes tout au long du vingtième siècle, pour qu'une catégorie sociale se mobilise dans un mouvement puissant, efficace et durable, il faut non seulement que ses membres se sentent frustrés (premier processus), mais aussi qu'ils soient prêts à se mobiliser (second

processus), et à s'organiser, afin de durer assez longtemps pour aboutir à leurs fins (troisième processus).

Or, ces trois processus dépendent de conditions qui sont, en partie au moins, indépendantes de la bonne volonté des EFA.

- Les victimes de privation ne ressentent pas toujours de la frustration : elles peuvent minimiser le bien dont elles manquent, trouver normal d'en être privées, s'attribuer la responsabilité à elles-mêmes ou à une source inaccessible (la fatalité, Dieu, le destin...), se sentir impuissantes, et ne rien entreprendre.

- Les « frustrés » ne se mobilisent pas toujours avec leurs semblables pour s'engager dans des actions collectives : ils peuvent s'efforcer de faire mieux (travailler plus), essayer de s'en sortir seuls, prendre leur mal en patience, trouver des compensations ailleurs (alcool, drogue), ne pas croire aux actions que leur proposent les activistes (EFA)...

- Les mobilisés ne s'organisent pas toujours : ils peuvent se rebeller, participer à des émeutes, se défouler, casser la baraque... puis rentrer chez eux et continuer à vivre comme avant !

« Nous, contre eux, au nom de... »

Enfin, l'EFA doit savoir que promouvoir une action collective, c'est toujours construire un « nous » (avec des « je » prêts à investir du temps, de l'argent, à renoncer à leur tranquillité, à prendre des risques...), qui entre en conflit avec des « eux » (un adversaire identifiable et accessible), au nom d'un bien collectif, d'un « enjeu ». Exemples classiques : « nous » (les ouvriers, les femmes, les immigrés, etc.), contre « eux » (les bourgeois, les hommes, les Belges, etc.), « au nom de » d'un bien dont nous sommes privés (le bien-être, la non-discrimination de genre, de race, de culture, etc.). L'action collective qui nous intéresse est toujours conflictuelle.

Guy BAIOT, professeur émérite de sociologie à l'UCL, auteur notamment de « Le changement social » et de « Socio-analyse des raisons d'agir ». Extraits du texte de sa conférence.

L'école : pour ou contre le changement social ?

Questions posées à Jacques Cornet, sociologue, formateur d'enseignants à l'HELMo Sainte-Croix à Liège, militant pédagogique à ChanGement pour l'égalité (CGE).

Quel est le rôle de l'école dans la dynamique de changement social : préparer à la société ou réparer la société ?

Depuis toujours, l'école a cette double mission : transmettre et émanciper. Autrement dit : « préparer à entrer dans une société telle qu'elle est » et « réparer cette société en fonction de tous les maux qu'elle peut connaître ». Cette double mission est en tension. Aujourd'hui, la crise économique et sociale génère énormément d'angoisses chez les parents, qui développent un rapport instrumental à l'école : « Il faut absolument que mon gamin ait du boulot et un bon boulot ». De plus, une série de lobbies patronaux pèse sur l'école pour qu'elle travaille en fonction de compétences professionnelles. Ces deux grands acteurs pèsent lourd dans l'évolution de l'école. Ça ne les intéresse pas que l'école soit un lieu de culture, par exemple. Ils ont un rapport strictement instrumental au savoir et à l'apprentissage. Dans une telle situation, on ne peut que préparer à une société telle qu'elle est. Si c'est une société de compétition, on ne sait rien faire d'autre que de préparer à toujours plus de compétition. On n'est donc pas du tout dans le changement social.

Certains enseignants tiennent cependant à ce que l'école ne soit pas là uniquement pour apprendre un métier, mais bien pour faire entrer dans la culture, pour faire des citoyens...

Quels changements souhaiteriez-vous voir se concrétiser à l'école ?

Refaire des collectifs. L'école est devenue une juxtaposition d'individus. Pourtant, l'école est bien placée pour faire face à ces processus d'individualisation qui se développent dans notre société, car elle reste un lieu où tout le monde est obligé de se coltiner à un collectif. Redévelopper des projets, travailler à restaurer du collectif entre profs, du collectif entre élèves, des collectifs de classe. Et on n'y arrivera pas tant qu'on ne bouge pas le temps et l'espace, tant que l'école reste organisée de manière aussi saucissonnée, en heures, en disciplines, en locaux...

Il y a aussi la question des inégalités sociales. Toutes les études le montrent, actuellement, au lieu de corriger ces inégalités, l'école les renforce. Faire réussir plus ceux qui réussissent et faire échouer plus ceux qui ne réussissent pas. Il y a là beaucoup de changements à faire. Au niveau macro pour essayer de travailler sur la ghettoïsation, la relégation, etc. Et au niveau micro, pour que la pédagogie et la formation prennent en compte les cultures dominées. Car pour pouvoir lutter contre le renforcement des inégalités sociales, il faut d'abord être conscient qu'elles existent et être conscient des causes. Et ça dans une société de la réussite, où les enseignants ont la très grosse pression de faire réussir tout le monde et en même temps, la très grosse pression de la part des parents de faire de la sélection, puisque c'est la rareté d'une réussite qui fait sa valeur.

Interviewé dans l'*Infor'IDée* N°3/2011

Un besoin d'éducation permanente populaire

Extraits de la conférence de Christian Maurel, sociologue, cofondateur et coanimateur en France du collectif national « Education populaire et transformation sociale », auteur de « Education populaire et puissance d'agir - Les processus culturels de l'émancipation ».

« Comme à d'autres moments de l'Histoire, nous connaissons actuellement des bouleversements jamais connus jusqu'à ce jour. Comment l'éducation se situe-t-elle face à ces changements dans leurs multiples dimensions : socio-économiques, juridiques, rapports interindividuels, politiques, idéologiques...? N'avons-nous pas un grand besoin d'une éducation populaire permanente, générant une prise de conscience critique de ce qui se joue, porteuse d'émancipation et de puissance démocratique d'agir, nous permettant d'écrire collectivement une nouvelle page de l'histoire de l'humanité ? »

Après avoir exposé les missions et méthodes de cette éducation populaire, Christian Maurel rappelle aussi que « cette éducation populaire permanente à visée transformatrice est amenée à se conformer au modèle d'une société démocratique telle que la conçoit quelqu'un comme Paul Ricoeur : est démocratique une

société qui se reconnaît divisée c'est-à-dire traversée par des contradictions d'intérêts mais qui donne à chacun et à parts égales le droit et la possibilité de s'exprimer sur ces contradictions, de les analyser, d'en délibérer en vue de les arbitrer. »

Il conclura en faisant le lien avec la conférence de Guy Bajoit (*lire ci-contre*) : « Souvent on déplore, à juste titre, que les individus soient prisonniers de leurs besoins de consommation et de sécurité. Et bien, faisons une hypothèse à discuter : l'éducateur doit partir de là et prendre les gens tels qu'ils sont. Le citoyen idéal peut être un point d'aboutissement, jamais un point de départ. Par contre, le besoin de consommer et d'être en sécurité, surtout quand il est insatisfait, peut susciter frustration et indignation et, grâce à un accompagnement éducatif, ouvrir sur un parcours de conscientisation, d'émancipation et d'engagement collectif, comme on peut le voir dans certains mouvements sociaux luttant pour l'accès à des droits et biens fondamentaux : logement, santé, environnement sain, eau potable, droit à la libre expression, éducation... Car comme le dit si bien Pierre Roche "ce par quoi un individu est assujéti est précisément ce par quoi il peut trouver son devenir-sujet". »